



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CENTRE AQUATIQUE LEPARRE MEDOC

10 place Maréchal Foch
33340 Lesparre-Médoc

Références : UD33-CRA-2025-763
Code AIOT : 0100299955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement CENTRE AQUATIQUE LEPARRE MEDOC implanté 21 bis Route de Bordeaux 33340 Lesparre-Médoc . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une action départementale visant à contrôler les installations à déclaration utilisant du chlore gazeux et à proximité de tiers. Elle consiste à vérifier la conformité des installations à certaines dispositions de l'Arrêté du 17/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CENTRE AQUATIQUE LESPARRÉ MEDOC
- 21 bis Route de Bordeaux 33340 Lesparre-Médoc
- Code AIOT : 0100299955
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre aquatique Aqua Medoc à Lesparre Medoc est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore (numéro CAS 7782-50-5) 4710 pour une quantité susceptible d'être présente de 196 kg, soit 4 bouteilles de 49 kg, depuis le 26 octobre 2022 (n°récépissé A-2-NQADMIEFUW).

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Contrôle périodique – Installation de Chlore	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Modes opératoires	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
8	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Traitement des fuites	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.10	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
10	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2	Sans objet
11	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9	Sans objet
13	Situation administrative – Installation de combustion	Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative car il stocke plus de chlore que déclaré. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas procédé aux contrôles périodiques ICPE suite à la mise en service de ses installations. L'exploitant doit également faire contrôler trimestriellement ses installations de détection chlore.

En raison du nombre d'écarts à la réglementation, il est proposé un arrêté de mise en demeure afin d'encadrer la régularisation de son exploitation. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; - les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ; - les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ; - le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques,

chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.

Constats :

Le centre aquatique Aqua Medoc à Lesparre Medoc est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 4710-2 Chlore (numéro CAS 7782-50-5) 4710 pour une quantité susceptible d'être présente de 196 kg, soit 4 bouteilles de 49 kg.

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de 6 bouteilles (4 pleines et en service et 2 vides d'après l'exploitant).

Bien que 2 bouteilles soient vides, la présence de ces bouteilles démontrent que l'exploitant peut se retrouver avec une quantité de chlore supérieure à 196 kg.

Le seuil de l'autorisation (500kg) n'est néanmoins pas atteint. Il convient que l'exploitant déclare sa modification sur le site de entreprendre.service-public.fr ou réduise les quantités présentes sur site.

Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas sur site d'un dossier comprenant l'ensemble des documents mentionnés à l'article 1.4 de l'arrêté du 17 décembre 2008.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le projet d'arrêt de mise en demeure est joint au présent rapport et demande à ce que l'exploitant régularise sa situation administrative et dispose d'un dossier complet. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Contrôle périodique – Installation de Chlore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2

Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique

Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme: "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.

Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la

<p>présente annexe par la mention: "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu présenté les contrôles périodiques de ses installations de stockage de chlore. Le centre aquatique Aqua Medoc a été ouverte au public le 7 mai 2023. Le premier contrôle périodique aurait dû être réalisé 6 mois après la mise en service, ce qui n'a pas été fait.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait faire puis transmet le rapport de contrôle périodique à l'inspection des installations classées dès réception.</p> <p>Le projet d'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.</p> <p>Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser un rapport de vérification électrique pour la visite initiale les 27 et 28 mars 2023 et ne l'a plus fait refaire depuis. Le rapport ne mentionne pas le risque de corrosion spécifique lié à la présence de chlore.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant fait réaliser le contrôle de ses installations électriques. Il s'assure que le risque spécifique de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore est pris en compte lors du contrôle. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
Prescription contrôlée : Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.
Constats : Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le maintien de 4 récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Les bouteilles sont retenues par des sangles pour éviter leur chute. Cependant, le jour de l'inspection, 2 bouteilles considérées vides étaient stockées verticalement non attachées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fait évacuer les deux bouteilles non attachées ou modifie ses installations pour que les bouteilles stockées soient dans des emplacements prédéterminés et sécurisés. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport sur ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
Prescription contrôlée : Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de

danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les bouteilles sont correctement étiquetées. La porte du local comporte également le nom du produit et les symboles de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place et s'assure de disposer d'un état des stocks, associés à un plan de stockage disponible en tout instant. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Modes opératoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Modes opératoires
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour la liste des procédés chimiques mis en œuvre dans l'établissement, en identifiant les procédés potentiellement dangereux. Hormis pour la chloration de l'eau, l'exploitant établit un document comprenant au moins les éléments suivants : - caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre ;

<ul style="list-style-type: none"> - caractéristiques des réactions chimiques principales avec estimation du potentiel de risque s'y rapportant ; - incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation ; - modes opératoires ; - consignes de sécurité propres à l'installation. Celles-ci prévoient en particulier explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres. <p>La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne possède pas de procédures sur les modalités de changement des bouteilles.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté un document intitulé "Protocole d'entretien des équipements de chloration gazeuse", fourni par l'installateur. Le personnel technique ne connaissait pas l'existence de cette procédure. Les fréquences de changements des équipements ne sont pas respectées.</p> <p>Chaque récipient fait 49 kg, soit moins de 60 kg.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que le personnel dispose des informations nécessaire pour exploiter les installations et que les opérations de maintenance sont réalisées.</p> <p>Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Protection individuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection individuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de l'installation et du lieu d'utilisation ou mis à disposition permanente des opérateurs autorisés. Ces matériels sont facilement accessibles, entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Les opérateurs sont formés à l'emploi de ces matériels.</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant dispose d'un appareil respiratoire isolant (ARI). Cet appareil est stocké dans une zone à l'abri et en bon état. En revanche, les cartouches qui doivent être changées tous les 6 mois ou en cas d'exposition n'ont jamais été changées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que le changement de cartouche se fait conformément à la réglementation et assure une traçabilité de ces changements.

Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection

Prescription contrôlée :

Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.

Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.

Objet du contrôle :

Présence d'un détecteur dans chaque local ou armoire technique.

Présentation du suivi de la vérification des détecteurs.

Constats :

Un détecteur de chlore est présent dans le local chlore. Il est positionné près du sol ce qui est cohérent avec le comportement du chlore, qui est plus lourd que l'air.

Ce détecteur n'a en revanche jamais été vérifié et n'a jamais fait l'objet d'entretien depuis la mise en service de l'installation.

Suite à l'annonce de l'inspection, l'exploitant a fait réaliser un devis auprès du fournisseur pour faire un entretien. Au cours de l'inspection, l'exploitant a eu la confirmation que la commande avait été validée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure de la mise en place d'un contrôle trimestriel des détecteurs de chlore. Un

projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ce point. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
Prescription contrôlée : Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné. L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.
Constats : Les bouteilles en fonctionnement étaient toutes connectées à leur propre chloromètre. L'exploitant dispose de joints de rechange pour changer le joint à chaque démontage. Ces joints ont été vus au cours de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.9
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage
Prescription contrôlée : Le local est uniquement destiné au stockage du chlore. Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.
Constats : Le local ne sert qu'au stockage de chlore. Les bouteilles qui ne sont pas connectées à un chloromètre sont fermées avec un bouchon de protection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Traitement des fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, Traitement des fuites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant définit les moyens de traitement et d'isolement des réservoirs défectueux ou fuyards et y consacre une procédure spécifique. Le récipient est positionné afin de réduire au maximum la possibilité que la fuite se produise en phase liquide.</p> <p>L'exploitant dispose a minima d'une cloche de sécurité permettant de confiner une fuite localisée sur le robinet du récipient. Elle est mise en place par des opérateurs expérimentés et équipés de dispositifs de protection respiratoire.</p>
Constats : <p>L'exploitant ne dispose pas de procédure d'isolement d'une fuite. Les bouteilles sont toutes stockées verticalement le bouchon vers le haut.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de cloche de sécurité.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant s'équipe d'une cloche de sécurité (sous 1 mois), met en place une procédure et justifie que les opérateurs disposent d'une formation pour pouvoir manipuler cette cloche de sécurité (sous 3 mois). Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport et inclut ces points. L'exploitant dispose de 15 jours pour transmettre ses observations sur ce projet dans le cadre de la phase contradictoire réglementaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Situation administrative – Installation de combustion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/08/2018, article R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : <p>Rubrique 2910 : Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50</p>

MW (E)2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A)

Constats :

Le centre aqualudique Aqua Medoc est équipé de deux chaudières :

- une chaudière biomasse de 500 kW ;

- une chaudière gaz en secours de 299 kW.

La puissance total de l'installation de combustion est inférieure au seuil de la déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite